

MALAISE DANS LA CITOYENNETÉ ET L'ÉLECTEUR IMPROBABLE

par

Paule-Monique Vernes, professeur émérite, Université de Provence

À la question : "D'où es-tu?" Diogène le cynique répondit: "Je suis citoyen du monde car la vraie citoyenneté est celle qui s'étend au monde entier." À la même question Cratès eut cette réponse admirable: "Je suis citoyen de Diogène". Les cyniques grecs et romains affirment pendant près de huit siècles qu'ils reconnaissent prioritairement leurs égaux en sagesse, plutôt que ceux, fussent-ils de la même cité, qui n'ont aucun rapport avec la sagesse : plutôt un barbare s'il est sage qu'un grec s'il est sot (formule qui vaut pour toutes les époques).

Diogène roule son tonneau dans les rues des cités où fut inventée la citoyenneté grecque mais il n'accepte pas d'être citoyen, de voter des lois et, qui plus est, d'être électeur de moins sage que lui. Souverain de lui-même, il professe une insolent mépris vis-à-vis de tout pouvoir et se rit de l'étouffante prétention qui fait se prendre au sérieux ces citoyens qui ne doivent leur qualité qu'au hasard de la naissance. À ceux-ci Antisthène, le premier cynique disait: " vous n'êtes pas plus nobles que les escargots et les sauterelles" qui peuvent en effet se prévaloir de résider sur ce sol.

Les cyniques le font bien comprendre : c'est au niveau de la moralité qu'on se proclame citoyen du monde et la citoyenneté ne peut se tenir que sur un territoire limité.

I. Qu'est-ce qui constitue structurellement la citoyenneté dans une démocratie représentative et en dévoile en même temps la contradiction ?

C'est d'abord la double logique de la représentation soutenue par l'élection. Rousseau a développé la critique de la représentation de façon complète tant dans *Du Contrat Social* que dans les *Lettres de la Montagne* et cette critique continue à éclairer la crise actuelle. Il ne suffit pas de rappeler que la souveraineté consiste dans la volonté générale et que la volonté ne se représente pas, ce qui soulève une question métapolitique, il ne suffit pas non plus d'évoquer l'impossibilité pratique de rassembler un peuple de plusieurs millions de citoyens.

La critique de la représentation est sous-tendue par celle de l'élection qui développe une double logique : elle possède des virtualités démocratiques par le suffrage universel, un homme une voix, ce qui n'empêche pas l'apparition d'une logique aristocratique, les représentants sont désignés *par* le peuple et sont distingués *du* peuple. Le danger de la distinction tient dans le fait que l'élu manifeste nécessairement une différence jugée socialement positive ; seuls ceux qui sont en possession d'un capital économique, culturel ou symbolique sont susceptibles d'être élus : « Les magistrats ne tiennent de l'élection qu'un pouvoir qu'ils exerçaient auparavant. » (*Lettre 9*) L'élection est une cérémonie vaine : « car elle est sans conséquence quant au choix des sujets élus » (*Lettre 7*).

Rousseau ne peut deviner les formes contemporaines de notre représentation politique mais il montre que le dynamique aristocratique et oligarchique n'est pas le résultat d'une métamorphose des principes du gouvernement représentatif mais qu'elle est inscrite, dès son origine dans ses principes.

La seconde contradiction tient à la confrontation d'une volonté universelle de liberté et d'égalité avec de l'édification de frontières.

Habermas dans *Après l'État-Nation, une nouvelle constellation politique* souhaite que « le patriotisme constitutionnel » s'approche d'une communauté sans aucune exclusive c'est-à-dire de l'humanité, il souligne cependant dans le même texte que dès lors qu'elle se veut démocratique une communauté doit être à même de distinguer entre ceux qui en sont membres et ceux qui n'en sont pas. Le concept d'espace civique désigne pour lui un *lieu logique* que les citoyens démocratiquement réunis occupent en tant que membres d'une communauté particulière ; ce *lieu logique* n'est pas seulement l'abstraction de l'idéal juridique et moral mais un ensemble de pratiques concrètes susceptibles d'engendrer chez les citoyens ce « patriotisme de constitution » qui double l'appartenance légale et enracine le civisme dans la vie sociale.

Il faut bien convenir que ce *lieu logique* (entre communautarisme au sens large et cosmopolitisme) où se logerait la nation civique est tout à fait paradoxal. Il est en effet une construction à double face qui associe l'universalité des droits de l'homme et du citoyen (y compris les droits sociaux) avec l'appartenance nationale singulière qui aboutit à l'intériorisation subjective des frontières et à la façon dont les individus se représentent leur droit d'être dans le monde, ce qui induit nationalisme et patriotisme.

Le mot peuple est lui-même à double face ce que montre bien la langue grecque : *Démos* signifie le pouvoir constituant, le corps des citoyens qui n'est pas une composante naturelle de la diversité humaine ; *Ethnos* c'est le peuple comme communauté imaginaire d'affiliation, d'appartenance et de langue, avec leur composante narrative. Il ne faut pas entendre par là que l'identité politique des citoyens soit liée à une ethnicité originelle, à l'*Urvolk*, le peuple originaire, comme le prouve le cas du Canada et des États-Unis. Il n'empêche que ces États ont des frontières, des démarcations claires entre ceux qui jouissent des droits de la citoyenneté et ceux qui n'en jouissent pas.

Le problème est que les frontières de l'unité politique démocratique ne peuvent pas être justifiées démocratiquement. Tous les États doivent leurs frontières à des contingences historiques (la plupart du temps des conflits armés) qui sont arbitraires du point de vue strictement démocratique. Ces frontières ne sont pas non plus naturelles (ce grand mythe de la politique étrangère des États), elles sont plus ou moins des obstacles, rivières, mers, montagnes, éminemment franchissables comme le fut pour Jules César le Rubicon. Le principe démocratique d'autodétermination du peuple est incapable de fournir une justification de la base territoriale permettant au moi collectif de déterminer son propre destin.

La frontière nationale cristallise une étonnante unité des contraires alliant l'inclusion et l'exclusion. D'une part, elle est l'institution la plus extérieure qui s'impose de façon violente mais le citoyen l'assimile de manière intime en la métamorphosant en ce que

Fichte, dans le *Discours à la nation allemande* nommé *Der inner Genze*, la frontière intérieure, d'autre part l'universalisme des droits de l'homme unis à ceux des citoyens produit des effets pervers : l'étranger, le non citoyen a certes pu être défendu comme humain si il était représenté par un État souverain de puissance égale sinon on le considèrerait comme homme inférieur C'est aussi au nom de principes universellement exportables que bien des nations citoyennes furent expansionniste et colonialistes ; en réalité il s'agissait d'exporter l'inégalité hors des frontières. Hegel ne s'y trompe pas (& 248 *Les Principes de la philosophie du droit*) : «Il y eut des guerres et finalement des émancipations comme le montre l'exemple des colonies anglaises et espagnoles» Le temps passant on peut ajouter les colonies françaises. Contrairement aux impérialismes anglo-saxons qui proposèrent aux indigènes non génocidés de rester *natives*, la France proposa aux hommes dont l'histoire l'avait chargés de devenir citoyens à la française, il y en eut d'assez innocents pour y croire. La colonisation doublée de l'émancipation veut diffuser un universel supposé réalisé dans un État singulier, l'universel vient toujours de quelque part Fichte réagit déjà contre le modèle français qui propose l'idéal universaliste d'humanité tandis que les armées de Napoléon sont chargées de l'imposer en refusant la spécificité allemande. Après avoir clamé le Québec libre, de Gaule refuse aux Basques ce il prône au Canada. Nous avons beaucoup d'exemples contemporains du même ordre qui manifestent le même illogisme dans le maniement des principes.

Il y a donc un malaise structurel de la citoyenneté démocratique qui tout au long de son histoire est allée de pair avec un vaste système d'exclusion, celui du citoyen et de l'étranger, celui de l'exclusion intérieure concomitante de la normalisation des différences anthropologiques comme le sexe, l'âge, la maladie, la couleur de la peau, que les institution sociales se sont chargées d'administrer.

II. Le malaise actuel tient au fait que le modèle national s'obscurcit, je ne parle pas de la fin des nations comme certains parlent de la fin de l'histoire, des idéologies etc., formules inconsistantes et indifférenciées. Les nations sont toujours là mais on ne peut ignorer la remise en cause de leur fonction historique et sociale qui a fourni aux citoyens la barrière protectrice et parfois protectionniste de leurs droits et de leurs vies. Les frontières vacillent tandis que la frontière intérieure de l'individu se fendille.

Le chaos des frontières tient au fait que la souveraineté des États est franchement douteuse en ce qui concerne les enjeux de la politique économique, de l'information, de la sécurité collective sur lesquels aucun État nation à lui seul n'a aujourd'hui de prise, même les nations dominantes du système monde pour parler comme E Wallerstein. La généralisation foudroyante du langage de la globalisation est un symptôme qui renvoie à la surdétermination du phénomène car l'acceptation économique de la mondialisation interprétée comme contrainte externe est insuffisante ; certes l'internationale des financiers se moque des frontières et déplace celles de l'État. Le processus est accéléré par la révolution technologique, transports, télécommunications, informatique, cyberspace, globalisation médiatique qui accroissent l'impression d'une nouvelle transparence planétaire, donnant à chacun le sentiment qu'il est au contact permanent du lointain. Le thème de la globalisation véhicule un ensemble de références culturelles, d'aspirations consuméristes et de représentations symboliques qui composent un nouvel imaginaire (qui n'est plus national) : mêmes produits, mêmes vêtements, mêmes marques publicitaires, mêmes musiques etc.

Si cette transparence et cette proximité sont fondamentalement illusoire et virtuelles, elles réagissent sur le comportement politique quotidien et transforment de l'intérieur la politique elle-même, dans la mesure où elles provoquent une émotivité qui bat en brèche la raison d'État. D'une part une révolution invisible rend intolérable ce qui était hier toléré : ce qui sépare le blanc du noir, le citoyen de souche de l'immigré, l'enfant légitime du bâtard, le provincial du métropolitain etc. L'identité égalitaire est le droit pour tout un chacun de vivre sa différence et de s'émanciper des anciennes catégorisations. D'autre part cette nouvelle sensibilité culturelle contribue à anesthésier la sensibilité sociale, les valeurs individuelles dévalorisent la notion de bien commun, le corporatisme et les égoïsmes catégoriels ouvrent de plus en plus de terrain à la libre concurrence et à la loi du plus fort.

L'ironie de l'histoire est que l'individu célébré est moins protégé, émancipé des discriminations culturelles, il est livré au mécanisme du marché.

La mondialisation était un phénomène a priori prometteur, il devait faire ressembler le monde entier, à plus ou moins longue échéance, à la Silicon Valley mais il montre maintenant son vrai visage : le dysfonctionnement de la régulation démocratique pénalise les plus faibles, les moins compétitifs et ce n'est pas un hasard si l'évolutionnisme redevient à la mode ; la survivance du plus apte c'est aussi le sacrifice du moins apte. L'aggravation des inégalités est une tendance lourde de deux côtés de l'Atlantique : quasi plein emploi sans assistance aux États-Unis, chômage de masse quasi assisté en Europe, on ne fait que répartir entre tous les pays une inégalité globale.

Personne n'oserait reprendre l'argument rabâché de Rawls qui était encore il y a 15 ans un rituel des colloques : l'effet de percolation, l'enrichissement des riches est acceptable s'il s'accompagne d'un enrichissement même faible des pauvres. Sans doute serait-ce acceptable mais c'est désormais l'appauvrissement des pauvres qui est la loi. Les frontières passent dès lors au cœur de l'espace public, au cœur des quartiers urbains et des grandes villes du monde, frontières qui ne sont pas seulement ethniques mais frontières de misère qui font éclater les notions trop réductrices de ghetto et de communautarisme, frontières de générations aussi entre les retraités grincheux et les jeunes sans emplois. Les frontières nationales ne sont plus des lignes cartographiques, ce sont souvent des dispositifs de contrôle implantés au cœur des territoires, zones de filtrage et de transit dans les aéroports.

On comprend que les citoyens-électeurs soient désorientés par ce bouleversement des frontières, accentué par le terrorisme lui-même mondialisé, les périmètres de sécurité que les États avaient tenté d'établir n'étant plus assurés. Ils sont déstabilisés par le contraste entre la puissance imaginaire que continue à s'attribuer l'État dont dépendaient leur existence et le spectacle de son impuissance à maîtriser les phénomènes de licenciement, de délocalisation, de stagnation des salaires mais aussi les mouvements spéculatifs accélérés par la globalisation. Par le «tout sécuritaire» l'État montre à peu de frais, en engageant des chiens de garde en tout genre, la force qu'il prétend détenir et tente de rassurer du même coup ceux qui devinaient son impuissance.

L'électeur soupçonne que les politiques nationales sont des bricolages plus ou moins pertinents, que dans la réalisation de ces politiques, les différences entre la droite et de la

gauche sont dérisoires : À quel rythme gérer le recul du social ? selon quel dosage ? On ne saurait s'étonner que l'électeur ait tendance à se lasser de la langue de bois de ceux qui s'offrent à son suffrage et à aller à la pêche le jour du scrutin : la probabilité de l'abstention augmente.

Les électeurs flottants se décident souvent à la faveur de sentiments troubles et confus. En France, au premier tour de la dernière présidentielle, ils ont voté Le Pen, en raison du remodelage ethnique qui donnait une société qui se pense traditionnellement une l'occasion de haïr l'autre ; le vote Le Pen c'est le rassemblement d'une France rendue opaque faute de lois claires et justes sur l'immigration, où de Gaule et l'école de Jules Ferry sont en même temps dépassés.

Aux États-Unis, après le choc du 11septembre, les 30% qui ont voté Bush se sont tournés vers celui qui donnait des noms à leur peur (les États voyous), vers le chef dont ils attendaient, Freud et Lewin l'ont bien montré, qu'il donne un sens à leur monde. Ces 30% d'américains sont persuadés que le meilleur moyen de défendre leur credo (un mélange d'optimisme, de foi patriotique dans la valeur universelle de leurs institutions, d'individualisme qui les poussent à ne faire confiance qu'à leurs armes individuelles) était d'exporter ce credo dans le monde entier, fut-ce par la force. À d'autres moments de leur histoire, ils ont cru comme le disait Thomas Jefferson « qu'il valait mieux créer un exemple qu'exporter un modèle ».

La dépossession politique des citoyens ouvre la voie aux forces nouvelles de domination, à de nouvelles dérives oligarchiques qui ne sont plus de même ordre que la dynamique aristocratique de Rousseau ou que la loi d'airain oligarchique des organisations de Gaetano Mosca affinée par Roberto Michels ou que la circulation des élites de Pareto qui se situent toujours dans le cadre de la représentation. Il s'agit aujourd'hui du pouvoir de quelques-uns dont aucun contrepoids représentatif n'affecte la puissance et dont quelques noms ou acronymes nous sont familiers : Bill Gates, Nestlé, le G.A.T.T, Le F.M.I. etc.

Bien sûr, les États sont toujours là. Dans un passé encore récent, il n'était pas question d'abandonner leur souveraineté et le contrôle de la citoyenneté tout en négociant le marché mondial et en Europe le marché commun coiffé par la Banque Centrale Européenne. Chemin faisant, les États ont perdu peu à peu sur la table de la globalisation ce qui faisait leur substance mais comme ils conservent les attributs extérieurs de la puissance, les citoyens qui refusent d'être les dupes de leurs représentants estiment qu'ils sont exclus de la décision, même s'ils sont éventuellement consultés sur des étapes déjà franchies et irréversibles.

Dans le chaos des frontières extérieures et intérieures, la citoyenneté devient théorique dès qu'elle cesse d'être liée à la souveraineté d'un État. Comment penser la citoyenneté et la démocratie mondiale ? Les bonnes institutions internationales s'y emploient mais il faut reconnaître que l'exigence universaliste est révolutionnaire, qu'elle tend à déraciner, à déterritorialiser, à déhistorialiser les filiations et qu'il ne peut s'agir que d'un renversement anthropologique et social. Certains peuvent bien se penser cosmopolites (non pas au sens d'universels mais au sens où ils peuvent vivre dans un pays ou dans un autre) ce sont les rares bénéficiaires de plusieurs passeports et

ceux qui appartiennent à *L'Internationale sans territoire* (Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts) et, à l'autre bout du spectre, les malheureux «sans papiers» réduits au *no man's and* des simples droits de l'homme.

Les démocraties dites libérales ont vécu dans la méconnaissance de leur propre nature, ce qui, sans doute, leur a permis de perdurer en dépit de leur fragilité. L'électeur devenu improbable, on incite le citoyen à participer au niveau de la société civile mais la participation qui tente de renflouer la représentation démocratique défectueuse se révèle à chaque fois comme la meilleure reproduction élargie du système. Le capitalisme est structurellement inapte à libérer les potentialités humaines autrement que comme forces productives (à moins qu'il ne les marginalise comme forces non productives) et comme machines à consommer c'est-à-dire selon des finalités qui ne laissent pas le moindre jeu pour l'échange symbolique où quelque chose de ce qui est pris ou gagné est aussi redistribué, rendu, et même sacrifié.

Bien sûr, l'avenir est ouvert et c'est à nous, encore citoyens, de le construire parce que c'est nous qui avons laissé le monde devenir ce qu'il est.

Sans Pères Fondateurs, nous sommes en 1787, sans Jeu de Paume nous sommes en 1789. On ne pourra réinventer la démocratie qu'en l'investissant dans des institutions nouvelles, en cessant d'être ligotés, américains et européens, par cette vieille dette jamais honorée avec la démocratie de nos origines, ce qui, à coup sûr, va à l'encontre de l'ancienne citoyenneté.

À défaut de cette déliaison collective, il ne nous restera plus qu'à redevenir des modernes Diogène ou des promeneurs solitaires, chacun dans la maîtrise et le souci de soi, à nous proclamer citoyen du monde et de nulle part et à partager la condition de la plupart des hommes : là où une société plus ou moins calamiteuse nous permet de vivre, nous contenter de défendre en parole l'humanité en toute personne et de rêver la *Philanthropia*